

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**ARKEA PUBLIC SECTOR SCF**

Société anonyme au capital de 160 000 000 euros  
Siège social : 1 Rue Louis Lichou – 29 480 LE RELECQ-KERHUON  
440 180 842 RCS BREST

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 14 mai 2025*

**I.-Bilan au 31 décembre 2024**  
(en milliers d'euros)

<b>Actif</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Caisse, Banques centrales		2	2
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	<b>1 &amp; 6</b>	3 865 896	2 816 565
Opérations avec la clientèle		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Capital souscrit non versé		30 000	-
Autres actifs		252	572
Comptes de régularisation	<b>2</b>	11 019	11 639
<b>Total</b>		<b>3 907 169</b>	<b>2 828 778</b>
<b>Passif</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Dettes envers les établissements de crédit		-	-
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre	<b>3 &amp; 6</b>	3 742 823	2 722 702
Autres passifs		264	434
Comptes de régularisation	<b>4</b>	1 160	3 843
Provisions		-	-
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	<b>5</b>	162 922	101 798
Capital souscrit		160 000	100 000
Primes d'émission		-	-
Réserves		202	151
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		896	638
Résultat de l'exercice		1 824	1 009
<b>Total</b>		<b>3 907 169</b>	<b>2 828 778</b>
<b>Hors-bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>7 &amp; 8</b>	<b>4 609 103</b>	<b>3 356 536</b>
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		4 609 103	3 356 536
Engagements sur titres		-	-
<b>Instruments financiers à terme</b>		-	-

**II- Compte de résultat**  
(en milliers d'euros)

	<b>Notes</b>	<b>31.12.2024</b>	<b>31.12.2023</b>
Intérêts et produits assimilés	<b>9</b>	82 086	43 746
Intérêts et charges assimilées	<b>9</b>	-78 633	-41 192
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)		-	-
Commissions (charges)		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-

Autres produits d'exploitation bancaire		7	-
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
<b>Produit net bancaire</b>		<b>3 460</b>	<b>2 554</b>
Charges générales d'exploitation		-1 033	-1 172
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>2 427</b>	<b>1 382</b>
Coût du risque		-	-
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 427</b>	<b>1 382</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>2 427</b>	<b>1 382</b>
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices		-603	-374
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
<b>Résultat net</b>		<b>1 824</b>	<b>1 009</b>

### III-Annexe

#### Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

##### Cadre juridique et financier

La société Arkéa Public Sector SCF, société anonyme à conseil d'administration, a pour activité le refinancement du groupe Crédit Mutuel Arkéa par voie d'émission de titres fonciers bénéficiant du privilège visé à l'article L.515-19 du Code monétaire et financier dans le cadre d'un programme Euro Medium Term Notes à moyen-long terme bénéficiant d'une notation « AAA ».

##### Faits marquants de l'exercice

Arkéa Public Sector SCF a réalisé deux nouvelles émissions dans le cadre du refinancement du groupe Crédit Mutuel Arkéa :

- Une émission publique de 750 M€ le 28/02/2024 à échéance 5 ans ;
- Une émission privée de 500 M€ le 14/06/2024 à échéance 12 ans.

Une émission privée a été remboursée par anticipation le 19/06/2024 pour un montant de 250 M€.

Au cours de l'année 2024, Arkéa Public Sector SCF n'a connu aucune autre arrivée à échéance.

L'assemblée générale mixte d'Arkéa Public Sector SCF du 07/05/2024 a validé une augmentation de capital (60 M€), portant le capital social d'Arkéa Public Sector SCF de 100 M€ à 160 M€ par le biais de l'émission de six millions d'actions nouvelles de 10 € chacune.

Les nouvelles actions ont été libérées pour moitié en date du 23/05/2024, le solde devant être libéré en une ou plusieurs fois dans un délai maximum de cinq ans, sur appels du conseil d'administration.

#### Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

##### Principes généraux et méthodes d'évaluation

###### Principes généraux

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

###### Options et méthodes d'évaluation

##### Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les crédits sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les soultes sont étalées sur la durée de vie des créances concernées selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de créances rattachées sur établissements de crédit. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

##### Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie des titres concernés selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de régularisation. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les frais d'émission sont étalés sur la durée de vie des titres concernés selon la méthode linéaire. Ils figurent au bilan en diminution de l'encours. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées.

Les intérêts courus sur les dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

**Frais de personnel**

Arkéa Public Sector SCF n'emploie pas de personnel. Elle a constitué le 15 novembre 2010 avec le Crédit Mutuel Arkéa, un groupement de fait régi par les dispositions des articles 261B et suivants du C.G.I. destiné à gérer les moyens humains et matériels mis en commun.

Le Crédit Mutuel Arkéa est la société employeuse. Elle met à la disposition d'Arkéa Public Sector SCF les ressources humaines nécessaires lui permettant de répondre à ses obligations contractuelles, légales et réglementaires dans le cadre de ses activités.

La rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration s'élève à 5 040 euros pour l'exercice 2024.

**Garanties**

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

**Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat****Note 1. Créances sur les établissements de crédit**

(en millier d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	130 303	-	130 303	103 401	-	103 401
Prêts, valeurs reçues en pension	-	3 687 000	3 687 000	-	2 687 000	2 687 000
Créances rattachées (1)	-	48 593	48 593	-	26 164	26 164
<b>Total</b>	<b>130 303</b>	<b>3 735 593</b>	<b>3 865 896</b>	<b>103 401</b>	<b>2 713 164</b>	<b>2 816 565</b>

(1) Au 31.12.2024, les primes d'émission et les primes de remboursement sur prêts s'élèvent respectivement à - 11 019 K€ et + 1 051 K€.

**Note 2. Comptes de régularisation – Actif**

(en millier d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Valeurs à l'encaissement	-	-
Comptes d'ajustement	-	-
Pertes sur instruments financiers à terme de couverture	-	-
Primes émission TCN et emprunts obligataires	11 019	11 639
Charges constatées d'avance	-	-
Produits à recevoir	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
<b>Total</b>	<b>11 019</b>	<b>11 639</b>

**Note 3. Dettes représentées par un titre**

(en millier d'euros)	31.12.2024			31.12.2023		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	3 686 888	55 935	3 742 823	2 687 000	35 702	2 722 702
<b>Total</b>	<b>3 686 888</b>	<b>55 935</b>	<b>3 742 823</b>	<b>2 687 000</b>	<b>35 702</b>	<b>2 722 702</b>

**Emprunts obligataires**

(en millier d'euros)						
Date d'émission	Principal	Frais d'émission	Montant net	Type	Durée en années	Taux
16/08/2013	-120 000	0	-120 000	Emprunt obligataire	12	2,51%
18/11/2015	-50 000	0	-50 000	Emprunt obligataire	18	1,47%
25/11/2015	-27 000	0	-27 000	Emprunt obligataire	16	1,46%
26/01/2017	-70 000	0	-70 000	Emprunt obligataire	20	1,34%
07/08/2017	-100 000	0	-100 000	Emprunt obligataire	20	1,65%
18/05/2018	-25 000	0	-25 000	Emprunt obligataire	16	1,43%
18/05/2018	-45 000	0	-45 000	Emprunt obligataire	25	1,64%
26/06/2018	-110 000	0	-110 000	Emprunt obligataire	24	1,69%
19/07/2018	-10 000	0	-10 000	Emprunt obligataire	10	0,85%
02/08/2018	-5 000	0	-5 000	Emprunt obligataire	10	0,88%
19/10/2018	-10 000	0	-10 000	Emprunt obligataire	25	1,68%
19/10/2018	-5 000	0	-5 000	Emprunt obligataire	28	1,68%
29/01/2019	-10 000	0	-10 000	Emprunt obligataire	24	1,64%
15/11/2019	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	11	0,13%
31/03/2022	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	6	0,88%
10/01/2023	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
14/02/2023	-150 000	0	-150 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
14/02/2023	-100 000	0	-100 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
13/11/2023	-100 000	0	-100 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
28/02/2024	-750 000	112	-749 888	Emprunt obligataire	5	3,11%
14/06/2024	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	12	E3M+0,45%

	-3 687 000	112	-3 686 888		
--	------------	-----	------------	--	--

**Note 4. Comptes de régularisation – Passif**

(en millier d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
Charges à payer	109	151
Comptes d'ajustement	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
Péréquation à verser	-	-
Remboursement de péréquation à verser	-	-
Autres charges à payer	-	-
Prime d'émission	1 051	3 692
Soules sur prêts	-	-
<b>Total</b>	<b>1 160</b>	<b>3 843</b>

**Note 5. Capitaux propres hors FRBG**

(en millier d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	100 000	-	30 000	130 000
Capital souscrit non appelé	-	-	30 000	30 000
Prime d'émission	-	-	-	-
Total réserves	151	51	-	202
Réserve légale	151	51	-	202
Réserves facultatives et statutaires	-	-	-	-
Réserves plus-values à long terme	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Report à nouveau créditeur	638	258	-	896
Report à nouveau débiteur	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	1 009	-1 009	1 824	1 824
Dividendes	-	700	-	-
<b>Total</b>	<b>101 798</b>	<b>-</b>	<b>31 824</b>	<b>162 922</b>

Le capital est composé de 16 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital de 160 000 000 euros

**Note 6. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle**

(en millier d'euros)	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
<b>Actif</b>						
Créances sur établissements de crédit	130 303	120 000	1 265 000	2 302 000	48 593	3 865 896
à vue	130 303	-	-	-	-	130 303
à terme	-	120 000	1 265 000	2 302 000	48 593	3 735 593
Créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
créances commerciales	-	-	-	-	-	-
autres concours à la clientèle	-	-	-	-	-	-
comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
<b>Passif</b>						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-	-	-
comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
autres dettes	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	119 996	1 264 956	2 301 936	55 935	3 742 823
bons de caisse	-	-	-	-	-	-
titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-

emprunts obligataires	-	119 996	1 264 956	2 301 936	55 935	3 742 823
-----------------------	---	---------	-----------	-----------	--------	-----------

**Note 7. Opérations avec les entreprises liées et les participations**

(en millier d'euros)	31.12.2024	31.12.2023	31.12.2024	31.12.2023
	Participations et entreprises liées		Filiales	
<b>Engagements donnés</b>	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-
<b>Engagements sur titres</b>	-	-	-	-
Engagements reçus	4 609 103	3 356 536	-	-
<b>Engagements de financement</b>	-	-	-	-
Engagements de garantie	4 609 103	3 356 536	-	-
<b>Engagements sur titres</b>	-	-	-	-

**Note 8. Engagements de l'activité bancaire**

(en millier d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	-	-
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	-	-
d'ordre d'établissements de crédit	-	-
d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements donnés	-	-
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	-	-
reçus des établissements de crédit	-	-
reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>4 609 103</b>	<b>3 356 536</b>
<b>reçus des établissements de crédit</b>	<b>4 609 103</b>	<b>3 356 536</b>
reçus de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements reçus	-	-

**Note 9. Intérêts, produits et charges assimilés**

(en millier d'euros)	31.12.2024		31.12.2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	79 445	-2 641	43 167	-579
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-75 992	-	-40 613
Autres opérations	2 641	-	579	-
<b>Total</b>	<b>82 086</b>	<b>-78 633</b>	<b>43 746</b>	<b>-41 192</b>

**Note 10. Tableau Flux Trésorerie**

(En milliers d'euros)	31.12.2024	31.12.2023
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>		
Résultat net	1 824	1 009
Impôt	603	374
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>2 427</b>	<b>1 383</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux provisions	-	-
Quote-part de perte/(bénéfice) dans les sociétés mises en équivalence	-	-
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	-4 372	2 797
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et des autres ajustements</b>	<b>-4 372</b>	<b>2 797</b>
Opérations interbancaires	-1 000 000	-850 000
Opérations avec la clientèle	-	-
Opérations sur autres actifs/passifs financiers	-	-
Opérations sur autres actifs/passifs non financiers	1	-38

Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts versés	-454	-
<b>Diminution / (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-1 000 453</b>	<b>-850 038</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-1 002 398</b>	<b>-845 858</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>		
Actifs financiers et participations	-	-
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Autres	-	-
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Flux de trésorerie provenant/à destination des actionnaires</b>	<b>29 300</b>	<b>-400</b>
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 000 000	850 000
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>1 029 300</b>	<b>849 600</b>
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>26 902</b>	<b>3 742</b>
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-1 002 398</b>	<b>-845 858</b>
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 029 300	849 600
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>103 403</b>	<b>99 660</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 6)	2	2
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 6)	103 401	99 658
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>130 305</b>	<b>103 403</b>
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 6)	2	2
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 6)	130 303	103 401
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>26 902</b>	<b>3 743</b>

La notion de trésorerie nette comprend le solde net des comptes de caisse, banques centrales ainsi que le solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédits.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les variations des flux de trésorerie générés par les activités du groupe, y compris ceux relatifs aux titres de créances négociables.

Les variations de trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les variations liées aux capitaux propres et aux dettes subordonnées.

#### Note 11. Comptes consolidés

Arkéa Public Sector SCF n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1 rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet du Crédit Mutuel Arkéa, à savoir : [http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb\\_5034/fr/rapports-annuels](http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels).

#### Note 12. Evénements post clôture

Néant.

#### Note 13. Intégration Fiscale

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du groupe Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2023. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

### IV-Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'Assemblée générale

#### ARKEA PUBLIC SECTOR SCF

1 Rue Louis Lichou  
29480 LE RELECQ KERHUON,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ARKEA PUBLIC SECTOR SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

#### Fondement de l'opinion Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont relatifs à :

- L'émission des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires par la société Arkéa Public Sector SCF.

#### **Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

#### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

#### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

#### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

##### **Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel**

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par l'entité dans le rapport financier annuel déposé auprès de la CSSF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

#### **Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ARKEA PUBLIC SECTOR SCF par votre Assemblée générale du 12 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 10 octobre 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 3<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 17<sup>ème</sup> année.

#### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil d'administration exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

#### **Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.**

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

##### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection

d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du Comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce**

Nous remettons au Conseil d'administration exerçant les missions du Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration exerçant les missions du Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration exerçant les missions du Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration exerçant les missions du Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

**Fait à Nantes et Paris-La Défense, le 13 mars 2025**

Les commissaires aux comptes

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Nicolas JOLIVET

**Deloitte & Associés**  
Pascal TOUSSAINT

#### **V-Rapport de gestion**

*En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante  
ARKEA PUBLIC SECTOR SCF : 1 Rue Louis Lichou, 29480 LE RELECQ-KERHUON*